



CONSEIL MUNICIPAL

-

PROCÈS-VERBAL DE LA REUNION DU 1^{er} JUILLET 2025

Le Conseil Municipal s'est réuni le premier juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures, à la suite de la convocation faite par M. Olivier FABRE, Maire.

Etaient présents :

FABRE Olivier, ROUQUETTE Françoise, AMALRIC André, MAUREL Agnès, PÉNÉLA Wilfried, ALBERT Corine, ASSÉMAT Christophe, LOUP Karine, BANCAL Philippe, BARENS Janine, ROQUES Christine, GORIN Serge, MONNIER Laurent, MARTIN Michel, PUECH Benoît, CÈNES Alexandre, CAUQUIL Fabrice, ORIVÈS Elizabeth, BRIANT Jean-Michel, MARTY-MARINONE Evelyne, ESTRABAUD Guy, CARAGUEL Fabienne, CÈNES Frédéric.

Etaient absents représentés :

BERBESSOU Michel par AMALRIC André
KERBORIOU-GUIRAUD Marie-José par FABRE Olivier
CHABBERT Cécile par PÉNÉLA Wilfried
ARMERO Séverine par MARTY-MARINONE Evelyne
ESTRABAUD Josiane par ROUQUETTE Françoise
LAFONT Stéphanie par ALBERT Corine
ASSÉMAT AUGUSTO Clothilde par MAUREL Agnès
CASTAGNÉ Chantal par BANCAL Philippe
IOUALALEN Valentin par BARENS Janine
BORIES Pascale par ASSÉMAT Christophe

* *

*

Mme Evelyne MARTY-MARINONE est désignée à l'unanimité pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Elle procède à l'appel nominal des membres du Conseil Municipal et constate que 23 conseillers municipaux sont présents.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte et propose d'adopter le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 9 Avril 2025.

Le procès-verbal ainsi que l'ordre du jour sont adoptés à l'unanimité.

I) AFFAIRES GENERALES

COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN VUE DES ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2026

(Rapporteur Monsieur le Maire)

Dans la perspective du renouvellement général des Conseils municipaux et communautaires de 2026, les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre doivent faire l'objet d'une recomposition dans l'année précédant cette échéance.

L'article L 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le nombre et la répartition des sièges des Conseils communautaires sont établis en fonction de la population municipale de chaque commune en vigueur au 1^{er} Janvier 2025.

Les Communes peuvent convenir d'une répartition de droit commun, ou bien d'une répartition établie par un accord local exprimé par l'habituelle majorité qualifiée des Communes membres (*deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population ; cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la Commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres*).

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet a délibéré le 31 Mars 2025 sur cette composition, pour soumettre aux communes membres un accord local fixant le nombre de conseillers communautaires à 58, identique à la composition actuelle, fixée comme suit :

Communes	Nombre de conseillers communautaires
CASTRES	29
MAZAMET	7
LABRUGUIERE	4
AUSSILLON	4
PONT DE LARN	2
AIGUEFONDE	2
PAYRIN AUGMONTEL	2
LAGARRIGUE	2
SAINT AMANS SOULT	1
VALDURENQUE	1
NOAILHAC	1
NAVES	1
BOISSEZON	1
CAUCALIERES	1
TOTAL	58

Il est donc proposé au Conseil Municipal de fixer la représentation du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet sur la base de l'accord local précisé ci-dessus.

Monsieur le Maire :

« Nous devons valider, avant les élections municipales de 2026, la composition du Conseil Communautaire. Pour rappel, les intercommunalités peuvent se soumettre à une répartition automatique qui est prévue par la Loi, soit déroger par un accord local qui est bien entendu toujours encadré par la Loi, puisqu'on ne peut pas faire complètement ce que l'on veut. Ce qui est le cas sur la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet, il y a un accord local qui permet d'avoir une représentation plutôt équilibrée et qui permet de pondérer le poids des différentes communes.

Il vous est donc proposé de valider la composition de ce Conseil Communautaire à 58 délégués, dont 7 pour la Commune de Mazamet. C'est inchangé par rapport à ce que c'était jusqu'à présent. »

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AUTORISATION D'EXPLOITER UN PARC EOLIEN SUR LA COMMUNE DE BOISSEZON /
INTRODUCTION D'UN RECOURS JURIDIQUE CONTRE L'ARRETE PREFECTORAL PAR L'ASSOCIATION
NOSTRA MONTANHA
(Rapporteur Monsieur le Maire)

Par arrêté préfectoral du 3 Avril 2025, M. le Préfet du Tarn a autorisé l'installation d'un parc éolien sur la Commune de Boissezon par la société BOISSEZON ENERGIE (VALOREM).

L'Association Nostra Montanha a informé M. le Maire qu'un recours gracieux a été déposé auprès de M. le Préfet et du porteur de projet, la Société Boissezon Energie. Sans réponse du Préfet d'ici le 22 Juillet, le recours sera considéré comme rejeté et l'Association aura alors jusqu'au 22 Septembre 2025 pour introduire un recours juridique auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse.

L'Association ayant l'intention de s'engager dans un recours juridique en cas d'échec du recours gracieux, le Président de l'Association Nostra Montanha a sollicité M. le Maire pour savoir si la Commune souhaite s'engager à leurs côtés dans ce contentieux.

Par délibération du 17 Septembre 2024, à l'instar d'autres Communes du bassin Mazamétain, le Conseil Municipal a émis un avis défavorable à ce projet de développement éolien.

Par ailleurs, la commission d'enquête publique a émis également un avis défavorable le 10 novembre 2024, à la demande d'une autorisation environnementale présentée par la société BOISSEZON ENERGIES, pour exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Boissezon.

Au vu de cet avis défavorable argumenté, reflet d'une très forte mobilisation populaire et considérant l'engagement de la Commune de Mazamet contre tout projet éolien industriel sur son territoire ou sur les territoires limitrophes pouvant porter atteinte à l'intégrité et à la qualité paysagère des sites remarquables de la Ville,

Il est proposé au Conseil Municipal de s'associer au combat de l'Association Nostra Montanha contre le projet de parc éolien sur la Commune de Boissezon par la société BOISSEZON ENERGIE, ainsi qu'au dépôt d'un recours juridique qu'elle serait amenée à déposer en cas de décision de rejet du recours préalable.

Monsieur le Maire :

« Je rappelle que la Loi d'accélération des énergies renouvelables fait qu'en cas de recours, il n'y a plus de première instance et qu'on va directement en appel. On ne peut donc plus faire appel puisqu'il n'y a plus qu'une seule décision. Ce qui est du point de vue du droit complètement scandaleux.

Ce recours va être fait, il s'agit donc d'être partie prenante et partie conjointe au recours juridique qui sera engagé par l'Association Nostra Montanha. Je vous rappelle qu'on avait émis en septembre 2024 en Conseil Municipal un avis défavorable à ce projet et que la Commission d'enquête publique avait également émis un avis défavorable en novembre 2024.

Il faut rappeler que ce projet a un impact visuel très fort sur Mazamet, puisque nous sommes pile en face de Mazamet, sur une crête qui se verra depuis la Ville, pleinement depuis le point de vue de la route de Carcassonne et depuis Hautpoul qui est le 3^{ème} site touristique du Département du Tarn.

Je ne vais pas en rajouter sur le fait que chaque éolienne que vous voyez, c'est votre facture d'électricité qui augmente.

Cela fait beaucoup de choses pour considérer donc qu'il faut s'associer à ce recours de l'Association Nostra Montanha pour lui donner du poids et participer au dépôt d'un recours juridique que l'Association serait amenée à déposer en cas de décision de rejet du recours préalable gracieux, ce qui sera très probablement le cas. »

La délibération est adoptée à l'unanimité.

II) AFFAIRES FINANCIERES

DECISIONS MODIFICATIVES N°1 BUDGET PRINCIPAL (Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Le Conseil Municipal peut être amené en cours d'exercice à ajuster ses prévisions en adoptant des « Décisions Modificatives ». Conformément à l'article L1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces prévisions permettent :

- De ratifier les recettes intervenues depuis le vote du Budget Primitif et de procéder à l'ouverture de crédits pour régler les nouvelles dépenses.

- D'adapter et de régulariser les inscriptions budgétaires (virements de crédits) en fonction des l'instructions comptables M57 ou suivant les décisions prises par l'assemblée délibérante.

Il est proposé au Conseil Municipal de régulariser les inscriptions budgétaires du budget principal, suivant le tableau ci-après annexé.

Section	Sens	Chapitre	Article	Opération	Fonction	Libellé	BP 2025 et RAR	DM
---------	------	----------	---------	-----------	----------	---------	----------------	----

FONCTIONNEMENT	RATIFICATION ET AFFECTATION DE RECETTE							
	Recette	75	75888		01	Autres produits de gestion courante (remboursement assurance)	25 000,00 €	+ 120 000,00 €
	Dépense	023	023		01	Virement à la section d'investissement	2 000 000,00 €	+ 120 000,00 €
	MOUVEMENT DE CREDITS							

INVESTISSEMENT	RATIFICATION ET AFFECTATION DE RECETTE							
	Recette	021	021		01	Transfert de la section de fonctionnement (autofinancement)	2 000 000,00 €	+ 120 000,00 €
	Dépense	321	2313	321	3221	Réfection logement du gardien stade de la Chevalière suite incendie	0,00 €	+ 120 000,00 €
	MOUVEMENT DE CREDITS							
	Dépense	361	2313	361	8470	Zone de stockage de Bonnetcombe	40 000,00 €	- 40 000,00 €
	Dépense	303	21828	303	845639	Camion plateau signalisation	50 000,00 €	- 10 000,00 €
	Dépense	360	2115	360	5150	Acquisitions foncières	150 000,00 €	- 6 485,00 €
	Dépense	361	2313	361	3257	Jardin public réfection éléments en bois du kiosque	30 000,00 €	- 5 000,00 €
	Dépense	362	2315	362	8450	Réfection route des Yes	0,00 €	+ 50 000,00 €
	Dépense	310	2158	310	2130	Projets écoles Fonds d'innovation pédagogique	1 626,14 €	+ 5 625,00 €
	Dépense	310	2188	310	2130	Equipement loisirs scolaires (achat de jeux, enveloppe annuelle)	1 142,00 €	+ 860,00 €
	Dépense	310	2313	310	2132	Ecole de la République (Travaux de zinguerie)	0,00 €	+ 5 000,00 €

- 61 485 €

+ 61 485 €

CONVENTION POUR L'ORGANISATION DU FEU D'ARTIFICE INTERCOMMUNAL
(Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Au titre de la clause générale de compétence, la Ville de Mazamet réalise et soutient les actions de promotion économique, touristique et culturelle de son territoire.

A cet égard elle accueille diverses manifestations d'intérêt communal, voire intercommunal.

En 2014, les Villes de Mazamet et de Bout du Pont de l'Arn ont lancé l'organisation d'une animation estivale, le feu d'artifice du 14 juillet, à laquelle s'est associée la Commune de Pont de Larn à partir de 2015.

En 2022 et en 2023, afin de poursuivre la mutualisation des frais d'une action « grand public », qui concerne la population de ce bassin de vie, ce sont 7 Communes qui se sont associées et ont participé financièrement à hauteur de 1,10 € par habitant au frais d'organisation d'un feu d'artifice sur le site du Lac des Montagnès (Aiguefonde, Aussillon, Bout de Pont de l'Arn, Caucalières, Mazamet, Payrin-Augmontel et Pont de Larn).

En 2024, les communes d'Aiguefonde et Bout du Pont de l'Arn se sont désistées. Il a été établi une convention entre les 5 Communes du Bassin Mazamétain partenaires de cette édition.

Pour 2025, il est proposé d'établir une nouvelle convention entre les 5 Communes du Bassin Mazamétain partenaires de cette édition à l'identique de celle de 2024.

Les principales caractéristiques de cette convention sont les suivantes :

La Ville de Mazamet est désignée coordonnateur du groupement de Communes concernant l'organisation, le Samedi 12 juillet 2025, d'un feu d'artifice sur la zone de loisirs des Montagnès.

Chacune des 5 Communes du groupement ainsi constitué participent financièrement, à hauteur de 1,10 € par habitant (population DGF N-1) pour l'ensemble des frais estimés à plus de 33 000 € (artificier, orchestre, communication, secours, sécurité, nettoyage, wc chimiques, coffrets électriques, projecteurs...) qui seront directement payés par la Ville de Mazamet (hors frais de personnel).

La Ville de Mazamet fournit également un important appui administratif, technique autant humain que matériel.

Résumé des participations financières :

Ville	Population DGF 2024	Répartition participation forfaitaire	
AUSSILLON	5 889	1,10 €	6 477,90 €
CAUCALIERES	295	1,10 €	324,50 €
PAYRIN-AUGMONTEL	2 257	1,10 €	2 482,70 €
PONT DE L'ARN	2 958	1,10 €	3 253,80 €
<i>Sous Total</i>	<i>11 399</i>		<i>12 538,90 €</i>

MAZAMET	10 804	1,10 €	11 884,40 €
<i>TOTAUX</i>	<i>22 203</i>		<i>24 423,30 €</i>

Compte tenu des estimations des dépenses et de la participation financière des 4 communes associées à la manifestation, le montant global des dépenses assumées par la Ville de Mazamet est estimé à 20 461 € soit 1,89€ par habitant.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ci-après annexée (*document déposé sur le serveur extranet*).

La délibération est adoptée à l'unanimité.

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT (Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Conformément aux règles de la comptabilité publique communale, les subventions versées aux associations et personnes de droit privé sont des décisions qui doivent faire l'objet d'un vote individualisé du Conseil Municipal.

Afin de couvrir les frais engagés par certaines associations notamment lors de leur participation au développement des actions culturelles, sociales et festives de notre territoire, la Commune de Mazamet leur octroie ponctuellement une aide financière.

A ce titre, il est proposé au Conseil Municipal d'accorder à l'association mentionnée ci-dessous la subvention suivante :

65748.3480

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA DEFENSE DU MELSAT DE MAZAMET : **500 €**
(Frais de présentation du produit à l'Assemblée Nationale, le 6 mai 2025)

65748.3260

SOCIETE DE CHASSE BRETTE LES MAUZES : **340 €**

(1^{ère} demande, subvention annuelle)

65748.3262

CLUB NAUTIQUE MAZAMET AUSSILLON : **250 €**

(Participation organisation de la course pédestre de la Mérinos 2025)

65748.6330

INITIATIVES MAZAMET MONTAGNE NOIRE : **5 000 €**

(Complément subvention annuelle 2025)

65748.6321

ARTISANS ET COMMERCANTS DE MAZAMET ACM : **2 000 €**

(Complément subvention annuelle, opération commerciale 2025)

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE A L'IMPLANTATION COMMERCIALE

(Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Par délibération du 28 mars 2018, mise à jour par délibérations des 17 Décembre 2020, 1^{er} Juillet 2021, 29 Juin 2022, 11 Octobre 2023 et 17 Septembre 2024, le Conseil Municipal a décidé de créer une aide à l'implantation commerciale.

Le montant de la participation versé par la Ville correspond à 5 € par mois par m² de locaux occupés ouverts à la vente avec un plafond de 250 € par mois et sur une durée maximale de 12 mois.

La participation de la Ville devant s'analyser comme une subvention, le Conseil Municipal doit prendre une délibération précisant le nom des bénéficiaires et le montant de l'aide accordée.

Deux commerçants ont déposé un dossier de demande de subvention répondant aux critères d'éligibilité.

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'attribution de ces subventions d'un montant total de 450 €uros mensuel sur une durée de 12 mois, réparties comme suit :

- 250 €uros mensuels pour une surface de 50 m² - local situé à l'angle de la rue Edouard Barbey et de la rue Périé ;
- 200 €uros mensuels pour une surface de 40 m² - local situé 21 rue Edouard Barbey ;

BENEFICIAIRES			SUBVENTION ATTRIBUÉE
N°	Nom	Adresse	
2025-07	ALLIANCE Sarl DIETPLUS	Angle rue Edouard Barbey	3 000,00 €
2025-08	LIVIA HOME Mme Olivia FERRAN	21 rue Edouard Barbey	2 400,00 €
			5 400,00 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE A L'INSTALLATION DE MATERIEL DE SECURITE
(Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Par délibération du 2 Juillet 2015, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une aide pour l'installation d'un système de défense contre les intrusions aux personnes physiques propriétaires bailleurs ou propriétaires occupants de locaux destinés uniquement à l'habitation.

Le Conseil Municipal a prorogé cette aide jusqu'au 31 Décembre 2026, par délibération du 7 Avril 2021.

Le montant de la participation correspond à 50% du coût T.T.C de la facture d'acquisition et d'installation du dispositif (avec un plafond de 500 € maximum par dossier).

La participation de la Ville devant s'analyser comme une subvention, le Conseil Municipal doit prendre une délibération précisant le nom des bénéficiaires et le montant de l'aide accordée.

Depuis le dernier Conseil Municipal, trois administrés ont déposé un dossier de demande de subvention répondant aux critères d'éligibilité. Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'attribution de ces subventions à hauteur de 1 500 €uros répartis comme suit :

BENEFICIAIRES			MONTANT PRÉVU DE LA DÉPENSE	SUBVENTION MAXIMALE ATTRIBUÉE
N°	Nom	Adresse		
2025-02	GONZALEZ Frédéric	34 rue Ampère	1 782,00 €	500,00 €
2025-03	ABRIAL Frédéric	70 avenue Sancta Maria	2 490,77 €	500,00 €
2025-04	ROUTELOUS Josiane	8 rue Henri Guillaumet	1 545,00 €	500,00 €
			5 817,77 €	1 500,00 €

Il est convenu que le montant de la subvention attribué ci-dessus pourra être modulé, compte-tenu du montant réel de la dépense, en vertu de l'application du règlement en vigueur.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE POUR LA DESTRUCTION DES NIDS DE FRELONS ASIATIQUES

(Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Par délibération du 15 Décembre 2010, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une aide financière forfaitaire aux particuliers afin de prendre en charge une partie du coût lié à la destruction des nids de frelons asiatiques.

Les dépenses éligibles concernent la destruction des nids de frelons asiatiques par une entreprise habilitée.

L'aide municipale s'élève à :

- . 75 € par nid, pour la destruction de nids par des moyens classiques.
- . 125 € par nid pour la destruction de nids avec l'utilisation d'une nacelle.

Cette aide versée ne peut jamais être supérieure au coût de l'intervention.

La participation de la Ville devant s'analyser comme une subvention, le Conseil Municipal doit prendre une délibération précisant le nom des bénéficiaires et le montant de l'aide accordée.

Depuis le dernier Conseil Municipal, trois administrés ont déposé un dossier de demande de subvention correspondant aux critères d'éligibilité. Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'attribution de cette subvention à hauteur de 70 € (montant de la facture) pour deux dossiers et de 75 € pour l'autre dossier.

N°	BENEFICIAIRES		MONTANT INTERVENTION	SUBVENTION ATTRIBUÉE
	Nom	Adresse		
2025-03	M. André VIDAL	84 rue Boutonnet	70,00 €	70,00 €
2025-04	Mme Anne-Marie MAURY	78 rue de Montplaisir	70,00 €	70,00 €
2025-05	Mme Laurence GUIRAUD	4 Ter rue de Lapeyrouse	100,00 €	75,00 €
			240,00 €	215,00 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE A L'ACQUISITION DE DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LES MOUSTIQUES
(Rapporteur Christophe ASSEMAT)

Par délibération du 1^{er} Juillet 2021, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une aide financière forfaitaire aux particuliers afin de prendre en charge une partie du coût lié à l'acquisition d'un dispositif de lutte contre les moustiques.

L'aide municipale s'élève à 50% du prix d'achat du dispositif de lutte contre les moustiques

L'aide versée est plafonnée à 75 € et chaque foyer ne pourra bénéficier que d'une seule aide.

La participation de la Ville devant s'analyser comme une subvention, le Conseil Municipal doit prendre une délibération précisant le nom des bénéficiaires et le montant de l'aide accordée.

Trois administrés ont déposé un dossier de demande de subvention correspondant aux critères d'éligibilité. Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'attribution de cette subvention représentant un montant total d'aide de 223,50 €uros.

Nom	Prénom	Adresse	Montant facture	Montant subvention accordée
PLASSANT	Alexandra	11 rue de l'Oustal	149,00 €	74,50 €
BOUQUANT	Daniel	5 rue des Auques	183,81 €	75,00 €
BARTHAS	Christophe	21 avenue Guynemer	148,00 €	74,00 €
			480,81 €	223,50 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

III) **PERSONNEL**

MODIFICATION DES MODALITES D'ATTRIBUTION DES INDEMNITES D'ASTREINTES
(Rapporteur Philippe BANCAL)

Par délibération en date du 07 avril 2021, le Conseil Municipal a redéfini les modalités d'organisation des astreintes pour les agents municipaux. Considérant qu'aujourd'hui ces modalités ont évolué, il est nécessaire de reformuler les conditions de mise en œuvre des astreintes dans une nouvelle délibération.

Pour rappel, la période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Au cours du Comité Social Territorial du Lundi 2 Juin 2025, cette modification a été présentée aux représentants du personnel et a été adoptée à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Municipal :

De modifier la mise en œuvre des astreintes selon les conditions mentionnées dans le tableau récapitulatif repris ci-après qui stipule les services et les emplois concernés, les types d'astreinte, leurs modalités d'organisation, ainsi que les cas de recours ;

D'octroyer les indemnités d'astreinte aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés, à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet ;

D'autoriser Monsieur le Maire, dans le respect de la réglementation, à accorder aux agents la récupération ou l'indemnisation, selon les barèmes en vigueur, des astreintes de sécurité ;

De consentir à Monsieur le Maire, dans le respect de la réglementation, à permettre aux agents la récupération en heures majorées ou l'indemnisation, selon les barèmes en vigueur, du temps passé en cas d'intervention de tout type d'astreinte ;

De permettre la rémunération des indemnités d'astreinte, au taux en vigueur, selon un rythme mensuel et en fonction des astreintes réellement réalisées le mois précédent,

D'acter qu'en fonction des services et des besoins, le matériel habituellement affectés à chaque service pourra être utilisés durant les périodes d'astreintes (téléphone mobile, véhicules, engins, outillage...) ;

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Services	Emplois concernés	Type d'astreinte	Modalités					Cas de recours
Bâtiments, énergie	Menuisiers, serruriers, métiers de second œuvre, électriciens, plombiers, maçons, peintres, chauffeurs	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Cadre de vie	Jardiniers, élagueurs, bucherons, agents des espaces verts, employés d'entretien des installations sportives, équipiers, conducteur d'engins	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16H30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Moyens généraux	Magasiniers, mécaniciens, chauffeurs livreurs, concierges	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16H30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Voirie	Maçons, employés d'entretien des cimetières, gardiens, employés d'entretien de la voirie et de la propreté urbaine, conducteurs d'engins, manutentionnaires	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16H30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Manifestations, festivités, animations	Agents affecté au services des manifestations du Palais des Congrès	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16H30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Police Municipale	Policier Municipal	Astreintes de sécurité	semaine complète					Impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.

IV) AFFAIRES FONCIERES

ACQUISITION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER (ANCIENNE FERME DE LA MOLIERE) LA MOLIERE HAUTE

(Rapporteur Janine BARENS)

Le groupe ISOM SANTÉ, projette de réaliser un complexe immobilier dédié à la santé et au bien-être en marge du parc de la Molière, le long de l'avenue de la Chevalière, qui accueillera des professionnels de santé multidisciplinaires et indépendants travaillant ensemble.

M. Stéphane COSSE, propriétaire des deux parcelles de terrain, bâties et non bâties, sur lesquelles se trouvait l'ancienne Ferme de la Molière et où y avait été aménagé plus récemment un restaurant et un bar avec une salle de réception, cadastrées section AS n°75 et 77, présentant une surface totale de 3 560m², a sollicité la commune en vue de lui céder ses propriétés.

Cette acquisition présente un intérêt pour la commune dans la mesure où elle permettrait de réaffecter ces bâtiments à une destination qui servira le projet et surtout de préserver une plus grande partie du parc de la Molière de toute nouvelle construction.

Pour les acquisitions estimées d'un montant supérieur à 180 000 Euros, la commune a obligation de disposer d'une évaluation de la valeur vénale des biens, établie par les services de France Domaines en application des dispositions des articles L1311-9 et suivants du code général des collectivités territoriales et de celles de l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes.

Les services de France ont évalué la valeur vénale des biens à 150 000 Euros, assorti d'une marge d'appréciation de 15 %, par avis reçu le 12 mai 2025.

Par courrier du 4 Juin 2025, M. COSSE a notifié son accord pour céder à la Commune les parcelles cadastrées section AS n°75 et 77, d'une surface totale de 3 560m² au prix de 172 500Euros.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'accepter l'acquisition de cet ensemble immobilier à M. Stéphane COSSE au prix de 172 500 Euros
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents en relation avec cette affaire.

Monsieur le Maire :

« Cette acquisition sera très utile pour les différents projets qui sont en cours : le centre de santé et notamment l'hôtel qui se ferait concomitamment ; il pourrait trouver sa place sur ces parcelles de façon à optimiser l'espace, à empiéter le moins possible sur le parc et donc à préserver les arbres puisque c'est une question qu'on nous pose. Nous aussi, nous pensons aux arbres ! »

La délibération est adoptée à l'unanimité.

ACQUISITION D'UNE LICENCE IV
(Rapporteur Janine BARENS)

M. Stéphane COSSE, propriétaire d'une licence IV depuis 2022 sur la commune de Mazamet, a exprimé son intention de céder cette licence.

L'article L. 3332.1 du Code de la Santé Publique stipule « *Un débit de boissons à consommer sur place de 3e catégorie ne peut être ouvert dans les communes où le total des établissements de cette nature et des établissements de 4e catégorie atteint ou dépasse la proportion d'un débit pour 450 habitants, ou fraction de ce nombre* ». De plus, concernant la Licence IV, la Loi stipule qu'aucune nouvelle licence IV ne peut être créée.

Le quota de Licence III et IV étant atteint sur la Commune, la Ville propose d'acquérir cette Licence IV, pour un montant de 20 000 €uros, afin de favoriser l'implantation future d'un nouvel établissement sur la Ville, dans le cadre de la politique de développement économique et touristique portée par la Commune.

Par courrier du 4 Juin 2025, M. Stéphane COSSE, a donné son accord pour la vente de sa Licence IV au prix de 20 000 €uros.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à cette acquisition.

Monsieur le Maire :

« Cela sert souvent : parfois il manque des licences sur le marché pour l'installation de porteurs de projet ce qui permet que l'on puisse la leur revendre. Nous en possédons généralement 2, l'autre est louée aux associations qui ont suivi une formation spéciale pour cela. »

La délibération est adoptée à l'unanimité.

ACQUISITION D'UNE PARTIE DE PARCELLE DE TERRAIN CHEMIN DE SAGNEREDONDE POUR
REGULARISATION FONCIERE

(Rapporteur Janine BARENS)

Par délibération du 11 décembre 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'acquisition d'une bande de terrain jouxtant la limite d'un ruisseau non permanent, située chemin Sagneredonde, dans le cadre de la succession des consorts ALAUX.

A la suite de l'intervention du géomètre, il a été constaté qu'une division foncière avait déjà eu lieu entre M. BUZON et M. ALAUX, bien que celle-ci n'ait jamais été formalisée par acte notarié, même si dans les faits chacune des parties en avait respecté les délimitations.

La présente opération vise à régulariser les accords précédemment intervenus entre les propriétaires en acquérant la parcelle section AT n°115, d'une superficie d'environ 3 m², pour la somme d'un euro symbolique, auprès de M. Marcel BUZON. Les frais liés à cette régularisation seront pris en charge par la Commune.

Cette régularisation permettra enfin la mise à jour du cadastre.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à cette acquisition à l'€uro symbolique.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VENTE D'UNE LICENCE III

(Rapporteur Janine BARENS)

Par courrier du 12 Mai 2025, Mme Nathalie HELLY, présidente de la SAS BOLLOCO, a fait part à la Ville de son intention d'acquérir une licence III dans le cadre de l'exploitation de son établissement de restauration et d'espace de jeux « BOLLOCO », dont l'ouverture est prévue courant Juin 2025 au 9 Place Olombel.

L'article L. 3332.1 du Code de la Santé Publique stipule « *Un débit de boissons à consommer sur place de 3e catégorie ne peut être ouvert dans les communes où le total des établissements de cette nature et des établissements de 4e catégorie atteint ou dépasse la proportion d'un débit pour 450 habitants, ou fraction de ce nombre* ». De plus, concernant la Licence IV, la Loi stipule qu'aucune nouvelle licence IV ne peut être créée.

Le quota de Licence III et IV étant atteint sur la Commune, la Ville propose de céder à la SAS BOLLOCO, la licence III dont elle est propriétaire pour un montant de 2 500€uros. Celle-ci permettra à l'établissement BOLLOCO de proposer uniquement une carte des boissons inférieures à 18° d'alcool.

Par courrier du 26 Mai 2025, Mme Nathalie HELLY, a donné son accord pour l'acquisition de la Licence III au prix de 2 500€uros, par la SAS BOLLOCO.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à cette cession.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VENTE DU LAVOIR DE LA FARGUE
(Rapporteur Janine BARENS)

Par courriers du 20 et 21 Février dernier deux propriétaires de parcelles situées à proximité de l'ancien lavoir de la Fargue ont sollicité son acquisition auprès de la Commune.

Selon la définition de l'article L 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, il faut considérer qu'un lavoir, bien que cadastré, relève du domaine public. Au regard de son état général et considérant que plus aucun usage public n'en est fait depuis plusieurs décennies, il y a lieu de constater sa désaffectation et de procéder à son déclassement du domaine public en vue de sa cession. La partie non cadastrée située face au lavoir n'était dédiée qu'à son accès et ne revêtira plus aucune utilité publique à compter de la cession de cet ancien lavoir. La constatation de sa désaffectation et son déclassement du domaine public doit également être réalisée.

Le service de France Domaine a été consulté pour évaluer la valeur vénale du bien à céder, laquelle a été estimée à 1 000 €uros, conformément à l'avis rendu le 17 mars 2025.

Afin de départager les candidats à l'acquisition, la ville a sollicité auprès des deux propriétaires intéressés, la formulation de leur meilleure offre en tenant compte du prix auquel le bien a été évalué.

Mme Christelle TOURNAIRE, dans son courrier du 5 Avril 2025, propose l'acquisition de l'ancien Lavoir de la Fargue, cadastré section AY n°155 et d'une partie non cadastrée, pour une superficie totale d'environ 70 m², au prix de 2 000 €uros, en prenant en charge les frais de géomètre et de notaire.

En l'absence de réponse de la part du second propriétaire, la commune a donné son accord par courrier daté du 13 mai 2025, à Mme Christelle TOURNAIRE, sous les conditions mentionnées précédemment.

Considérant que ces désaffectations du domaine public ne portent pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, l'opération est dispensée de l'enquête publique préalable visée à l'article L141-3 du code de la voirie routière.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- De constater la désaffectation de l'ancien lavoir et de la partie non cadastrée en permettant l'accès depuis le chemin de la Fargue ;
- De prononcer le déclassement des parties susmentionnées du domaine public ;
- De fixer le prix de vente à 2 000 € pour l'ensemble et d'autoriser la vente à Mme Christelle TOURNAIRE ;
- De considérer que l'emprise totale à céder, incluant la partie non cadastrée sera déterminée après bornage par un géomètre expert ;
- De porter l'ensemble des frais liés à cette opération à la charge de l'acquéreur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents en relation avec cette affaire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

V) TRAVAUX – URBANISME

CREATION D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES A LA MOLIERE – MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT

(Rapporteur André AMALRIC)

La Commune souhaitant accompagner le projet de développement économique sur son territoire d'un des fleurons de l'industrie agroalimentaire française, la Société Production LA PRADE - MENGUY'S, le Conseil Municipal a approuvé au cours de sa séance du 19 Mars 2025, la vente de parcelles de terrain d'une superficie d'environ 5 hectares, situées en face du site d'implantation actuel de l'entreprise, englobant 2 terrains de sports.

La Ville étant amenée à reconstruire dans les meilleurs délais de nouvelles installations sportives, le choix s'est porté naturellement sur le site de La Molière, situé à proximité immédiate du Stade de La Chevalière. Les terrains de sport en gazon synthétique, seront homologué rugby et football et permettront également l'accueil du public scolaire en raison de la proximité d'un collège et des lycées de la Ville.

Une équipe de maîtrise d'œuvre a été retenue associant un cabinet spécialisé dans la réalisation d'aires de sports de plein air et un cabinet d'architectes pour la réalisation des constructions.

Par délibération du 9 Avril 2025, le Conseil Municipal a approuvé le projet de création de ces infrastructures sportives au Parc de La Molière et son plan de financement qui prévoyait une aide de l'Etat, au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux à hauteur de 35%, soit pour un montant de 735.000 €.

Après instruction, les Services de l'Etat ont demandé à la Ville de présenter l'opération en 2 tranches d'investissements au titre de l'année 2025 et 2026 et de modifier le plan de financement en conséquence afin que l'Etat puisse mieux accompagner financièrement le projet dont le montant prévisionnel des travaux est estimé à 2 046 232 €uros, répartis comme suit :

- Investissements 2025 909 052 €uros
- Investissements 2026 1 137 180 €uros

Par ailleurs, par arrêté n°76-2025-0394 du 22 Avril 2025, M. le Préfet de Région a prescrit un diagnostic d'archéologie préventive préalable à la réalisation du projet d'aménagement sur le site de la Molière. L'INRAP Midi-Méditerranée, établissement public et opérateur désigné par l'Etat pour la réalisation de ce diagnostic a fait parvenir un projet de convention dont l'objet est de préciser les conditions de réalisation de l'opération archéologique à l'occasion des travaux d'aménagement projetés.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'annuler la délibération du 9 Avril 2025 relative au plan de financement du projet de création d'infrastructures sportives sur le site de La Molière ;
- d'approuver le projet de création d'infrastructures sportives, composées d'un terrain synthétique, de vestiaires et d'une tribune sur le site de La Molière et son nouveau plan de financement prévisionnel modifié comme suit :

• Etat / Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2025	35%	318.168 €
• Etat / Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2026	35%	398.013 €
• Agence Nationale du Sport	7,2%	147.000 €
• Conseil Régional	7,2%	147.000 €
• Conseil Départemental	22%	450.000 €
• Fonds d'Aide au Football Amateur	5,1%	105.000 €
• Ville de Mazamet	23,5%	516.000 €
- d'autoriser M. le Maire à solliciter des co-financeurs les aides prévues pour cette opération ;
- d'approuver le projet de convention établi par l'INRAP relatif à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur le site de La Molière ;
- d'autoriser M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce projet.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES - SITE PILOTE VEGETALISATION DU CŒUR DE VILLE

(Rapporteur Karine LOUP)

Dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville », la Banque des Territoires a proposé à la Ville un accompagnement au titre de la végétalisation du cœur de ville. Ce programme, intitulé « S'Green » a permis d'identifier les îlots de chaleur urbains et deux opérations pouvant être portées à gain rapide, concernant les parkings du 8 mai et des Casernes et le parking de la place du Maréchal Joffre (parvis de la Poste).

En parallèle, la commune a été retenue pour un accompagnement par le CEREMA sur la même thématique, lequel a débouché sur des préconisations à porter dans le prochain document d'urbanisme, notamment au moyen d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation relative à la nature en ville.

A l'issue de ces premières approches cohérentes entre elles et complémentaires, et au regard des objectifs de la commune, la Banque des Territoires a proposé de retenir la ville de Mazamet au titre des « Sites Pilotes – Nature en Ville » qu'elle a mis en place en vue d'accompagner le financement des études pré opérationnelles.

Dans ce cadre, la Banque des Territoires a financé 100 % de l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage confiée au bureau d'étude EGIS afin d'établir une convention portant sur un programme d'intervention ambitieux.

Ce programme et le projet de convention lui étant associé ont été validés par la Banque des Territoires, fin mai 2025.

La convention récapitule ainsi une liste d'études pré opérationnelles correspondant aux éléments de programme poursuivis par la commune. Si elle recense de manière exhaustive une liste importante d'études, portant sur un montant total de 160 000 €, la convention n'impose pas leur réalisation à la commune. Aussi, il appartient à la commune de déterminer le lancement des études pré opérationnelle lorsqu'elle aura décidé des opérations à engager.

Ces études pourront porter, par exemple, sur l'approche de la voie douce nord-sud à réaliser le long de l'Arnette. Si, en effet, plusieurs tronçons sont figés, d'autres restent à déterminer et vérifier. L'apport d'un paysagiste sera une garantie d'intégration environnementale du projet. Une étude de stationnement visera à compléter l'approche de végétalisation des divers parkings du cœur de ville et s'assurer du maintien d'une offre de stationnement satisfaisante en cohérence des parcours piétons des usagers. Une étude programmatique viserait à identifier le devenir de la maison du Parc du Pigné en lien avec l'ouverture au public du parc et permettre à la commune de lancer une consultation pour identifier un repreneur ou un exploitant. La Banque des Territoires, enfin, propose de porter à 100 % une étude

de stratégie foncière visant à identifier les secteurs où la création de nouveaux espaces publics végétalisés pourraient intervenir.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention et le tableau synthétique lui étant associé (annexes déposées sur le serveur extranet) ;
- D'autoriser M. le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire ;
- De décider d'engager les études aux moments opportuns avec les programmations budgétaires à venir.

Monsieur le Maire :

« Vous voyez que la Ville de Mazamet est site Pilote. Nous avons réalisé beaucoup de choses avec la Banque des Territoires, celui-ci est un nouvel exemple et vu les températures d'aujourd'hui, on comprend tout l'intérêt de végétaliser le cœur de Ville. Les études seront entièrement financées, elles seront très exhaustives et seront un bon guide pour les actions ensuite, à mener. »

La délibération est adoptée à l'unanimité.

REFECTION DES ABAT-SONS DU TEMPLE NEUF – APPROBATION DU PROJET ET DU PLAN DE FINANCEMENT

(Rapporteur André AMALRIC)

Lors de sa séance du 9 avril 2025, le Conseil Municipal a approuvé le budget primitif de la commune. Ce budget intègre une ligne d'investissement dédiée à la réfection des abat-sons du Temple Neuf.

A la suite de visites périodiques de vérification, les services de la commune ont observé de nombreux désordres impactant plusieurs éléments du beffroi :

- La couverture zinc ne permet plus de maintenir le beffroi hors d'eau, certaines parties sont endommagées et d'autres manquantes ;
- Les abat-sons présentent un état de délabrement avancé, certains ont déjà disparu et nombre d'éléments menacent de chuter sur le domaine public ;
- L'état du beffroi n'interdit pas l'entrée des volatiles, ainsi les sols sont jonchés de guano et de cadavres d'animaux.

La commune souhaite remédier à ces avaries et poursuit le projet de remise en état du beffroi du Temple Neuf depuis 2022. Dans cette perspective, une maîtrise d'œuvre a été sélectionnée, composée de deux architectes du patrimoine.

Les travaux envisagés vont porter sur quatre postes principaux :

- Le remplacement des abat-sons, filets et systèmes de fixation. De nouveaux filets anti pigeons en polyéthylène noir seront disposés sur un nouveau cadre. L'ensemble des fixations dans les maçonneries sera repris ;
- Les épaufrures et fissures des encadrements en pierre seront repris avec des techniques adaptées au monuments et validées par l'UDAP du Tarn. Une patine sera apposée pour favoriser la bonne intégration de ces interventions ;
- Les cheneaux de la nef seront nettoyés et révisés, ainsi que la toiture zinc où les éléments manquants ou endommagés seront repris. La bonne fixation de la cloche sera contrôlée et les boiseries feront l'objet d'un traitement insecticide et fongicide préventif. Une trappe de visite facilitant les accès ultérieurs sera aménagée ;
- Le nettoyage et la décontamination complets du clocher avant travaux.

Un permis de construire relatif aux travaux à intervenir a été déposé et accordé le 7 juillet 2023.

Le montant total des travaux à intervenir est évalué à environ 98 407,02 € HT, soit 118 088,42 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel est établi comme suit :

ORGANISME	PROPORTION	MONTANT EN €
DRAC OCCITANIE	25 %	24 601,00 €
REGION OCCITANIE	20 %	19 681,00 €
DEPARTEMENT DU TARN	20 %	19 681,00 €
COMMUNE DE MAZAMET	35 %	34 444,02 €
TOTAL	100 %	98 407,02 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le projet de réfection des abat-sons du Temple Neuf tel que décrit ci-avant et détaillé dans les documents joints ;
- D'approuver le plan prévisionnel de financement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les participations des partenaires financiers dans le cadre de l'exécution de ce programme de travaux ;
- De lancer la consultation des entreprises en vue de l'engagement de l'opération.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce projet sont déjà inscrits au budget de la commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE AVEC LA SAFER RELATIVE A LA COMMUNICATION
D'INFORMATIONS RELATIVES AU MARCHE FONCIER LOCAL VIA VIGIFONCIER
(Rapporteur Janine BARENS)

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Occitanie propose des services d'accompagnement au bénéfice des collectivités relevant de son cadre d'activité.

A ce titre, elle peut communiquer à la commune, via la plateforme numérique « Vigifoncier », les mutations à titre onéreux qui lui sont portées à connaissance. Au travers de cette même convention, elle peut également communiquer :

- Les transactions qu'elle opère dans le cadre de son activité d'opérateur foncier ;
- L'appréhension des changements possibles d'utilisation des sols et les combats contre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation, etc.) ;
- Les mesures de protection de l'environnement et les sites sensibles du territoire ;
- Le suivi de la consommation et l'orientation des espaces naturels, agricoles et forestiers du territoire ;
- Les indicateurs clés de la dynamique du territoire (occupation et consommation des sols, marchés fonciers, etc.).

Grace à ce partenariat, la commune pourra, à la lecture des notifications de ventes transmises, solliciter la SAFER en vue de la réalisation d'une enquête complémentaire. A l'issue des conclusions, et dans des délais déterminés, la collectivité pourra solliciter l'intervention de la SAFER et ainsi œuvrer plus efficacement à la préservation de certains sites ou pour d'autres, au maintien de l'activité agricole. La convention détermine les conditions d'intervention de la SAFER, les engagements de la commune et les conditions de rétrocession à la commune des biens préemptés par ce dispositif.

La mise en œuvre de cette convention engendre une cotisation de 250 € HT, uniquement la première année pour la mise en œuvre de l'outil numérique. L'abonnement annuel est ensuite établi à 20 € HT par DIA transmise durant l'année (par exemple pour 27 notifications dans l'année, un montant de 540 € HT sera facturé). L'hébergement et la maintenance de la plateforme numérique générera une contribution annuelle de la commune de 50 € HT (pour cet exemple, le coût annuel est évalué à 790€ HT la première année et 590 € HT les années suivantes).

Les enquêtes complémentaires que la commune sera susceptible de solliciter seront, quant à elles, facturées au montant de 250 € HT chacune.

Lors des préemptions, la collectivité acquittera le prix de la rétrocession incluant le prix principal d'acquisition, augmenté des frais d'actes notariés et éventuels autres frais justifiés et une rémunération de la SAFER égale à 12 % du prix principal avec un minimum de 300 € HT par dossier. D'éventuels frais de portage pourront être incrémentés au taux fixe de 6 % HT du prix principal dans la mesure où la SAFER serait amenée à supporter le foncier entre la préemption et la rétrocession à la commune.

Lorsque, en cas de préemption, le propriétaire vendeur retirerait son bien de la vente, la SAFER facturerait son intervention à la commune au montant de 700 € HT.

Cette convention comporte une durée de validité d'un an, renouvelable par tacite reconduction. Dans le cas où elle devrait être dénoncée, la commune devra respecter un délai de 2 mois avant l'échéance.

La conclusion de cette convention avec la SAFER présente l'intérêt, pour la commune, de mieux connaître l'état du marché des terres agricoles, ainsi que de la destination qui leur est donnée dans le cadre de la vente. Sa contraction permettra donc à la commune de disposer d'informations nouvelles nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de préservation de l'activité agricole, de sauvegarde des espaces naturels ou dans le cadre d'opérations foncières.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les conditions exposées dans cette convention (*annexe déposée sur le serveur extranet*);
- De consentir à sa contraction avec la SAFER afin que la commune puisse disposer d'informations concernant les mutations intervenant dans les zones non urbaines de la commune ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents en relation avec cette affaire.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce projet sont d'ores et déjà inscrits au budget de la commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE A LA RENOVATION DE TROTTOIRS
(Rapporteur Janine BARENS)

Par délibération en date du 27 Janvier 1987, le Conseil Municipal mettait en place le système d'aide à la réfection des trottoirs.

Au cours de la séance du 6 Octobre 2009, le Conseil Municipal a décidé de modifier les critères de participation de la Ville pour l'aide à la rénovation de trottoirs.

Cette participation devant s'analyser comme une subvention, elle doit être justifiée par une délibération du Conseil Municipal récapitulant la liste de tous les demandeurs, avec indication du nom, de l'adresse des travaux, du type de revêtement du trottoir (en béton soutenu à hauteur de 20€/m² ou en revêtement bitumineux soutenu à hauteur de 10€/m²) et le montant de l'aide.

Il est proposé au Conseil Municipal de délibérer sur 1 dossier examiné en commission représentant un montant d'aide de 400,00 €, réparti comme suit :

Mme Axelle CAYRE - 5 rue Daniel Prades (20 m ² en béton – création de bateau)	400,00 €
--	----------

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AIDE A LA RENOVATION DE FAÇADES
(Rapporteur Janine BARENS)

Par délibération du 29 Juin 2022, le Conseil Municipal a refondé le système d'aide à la rénovation de façades, des menuiseries / ferronneries, zinguerie, des devantures commerciales, ainsi que des toitures (sur Hautpoul).

Il a aussi été instauré un dispositif exceptionnel concernant les immeubles donnant sur la rivière l'Arnette et un nouveau périmètre identique à celui du Site Patrimonial Remarquable ainsi qu'un nouveau règlement ont été adoptés, applicables à compter du 1^{er} janvier 2023.

Les avis émis sur les montants des aides accordées par la commission mensuelle DIA/Façades sont validés par une délibération du Conseil Municipal. Cette délibération récapitule la liste de tous les demandeurs avec indication du nom, du type de subvention, de l'adresse des travaux et du montant de l'aide financière accordée.

Depuis le dernier Conseil Municipal, 3 dossiers ont été examinés en commission, il est donc proposé de délibérer sur le montant des aides individuelles attribuées qui représentent un montant total de 9.526,56 €, réparti comme suit :

M. Patrick CLEMENT (façade) - 48 rue Montplaisir	675,06 €
Mme Joanna MARCO (menuiseries) - 14 rue de la Resse	1.351,50 €
M. Thomas BARTHES (vitrine) - 41 boulevard Sault	7.500,00 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VI) DELEGATION DE POUVOIR

Dans le cadre de la délégation de pouvoir consentie par délibération du 7 Octobre 2020 ont été signés les arrêtés et décisions suivantes :

- Consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de la somme de 14 416 € due à M. Jean-Claude DEBUSSCHER propriétaire du lot n°4 de l'immeuble Jamme de Lagoutine dans le cadre de la procédure d'abandon manifeste ;
- Convention d'honoraires avec la SCP COURRECH et Associés dans le cadre d'un contentieux d'urbanisme avec M. Ballesta ;
- Avenant n°2 au marché avec l'entreprise EIFFAGE Route Sud-ouest d'un montant de 7 181,40 € TTC dans le cadre des travaux de réfection de voirie – programme 2024 ;
- Indemnisation d'un montant de 424 € proposée par Mme Sophie VIDAL dans le cadre d'un sinistre sur une barrière Saint-Georges 7 rue du Moulin, le 19 Février 2025 ;
- Avenant n°1 au marché avec l'entreprise EUROVIA d'un montant de 34 147,92 € TTC dans le cadre des travaux de réfection de la Place Gambetta ;
- Virement de crédit Budget Principal 2025 du 21 Mai 2025 ;
- Demande d'aide financière auprès des co-financeurs pour la création d'infrastructures sportives au Parc de La Molière pour un montant de travaux estimé à 2 100 000 € H.T. ;
- Virement de crédit Budget Principal 2025 du 26 Mai 2025 ;
- Clôture de la régie de recettes du service animations de la Ville concernant la perception des produits des locations de salles et locations saisonnières, à compter du 30 Juin 2025 ;

- Nouveaux tarifs facturés aux usagers des services municipaux au 1^{er} septembre 2025
- Liste des décisions relatives à l'exercice des préemptions urbaines pour la période de Mars à Mai 2025.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire :

« Nous avons terminé, sauf s'il y a des questions diverses ? Vu qu'il n'y a pas de questions diverses, nous allons nous mettre au vert et au frais ! Merci et bonne soirée ! »

La séance est levée à 19 heures.

VU par NOUS, Maire de la Commune de MAZAMET, pour être publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune et mis à la disposition du public sous format papier, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

MAZAMET, le 17 Septembre 2025

La Secrétaire de séance

Evelyne MARTY-MARINONE

*Le Maire,
Olivier FABRE.-*

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 1^{er} JUILLET 2025

N°2025/03/01 Composition du Conseil Communautaire en vue des élections municipales de Mars 2026

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Le Conseil Municipal,

VU l'article L. 5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que le nombre et la répartition des sièges des Conseils communautaires sont établis en fonction de la population municipale de chaque commune en vigueur au 1^{er} Janvier 2025 ;

CONSIDERANT que dans la perspective du renouvellement général des Conseils municipaux et communautaires de 2026, les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre doivent faire l'objet d'une recomposition dans l'année précédant cette échéance ;

CONSIDERANT que les Communes peuvent convenir d'une répartition de droit commun, ou bien d'une répartition établie par un accord local exprimé par l'habituelle majorité qualifiée des Communes membres (*deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population ; cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la Commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres*).

CONSIDERANT que le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet a délibéré le 31 Mars 2025 sur cette composition, pour soumettre aux communes membres un accord local fixant le nombre de conseillers communautaires à 58, identique à la composition actuelle, fixée comme suit :

Communes	Nombre de conseillers communautaires
CASTRES	29
MAZAMET	7
LABRUGUIERE	4
AUSSILLON	4
PONT DE LARN	2
AIGUEFONDE	2
PAYRIN AUGMONTEL	2
LAGARRIGUE	2
SAINT AMANS SOULT	1
VALDURENQUE	1
NOAILHAC	1
NAVES	1
BOISSEZON	1
CAUCALIERES	1
TOTAL	58

CONSIDERANT que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances – Intercommunalité – Ressources Humaines – Administration générale » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DECIDE, après en avoir délibéré,

- de fixer la représentation du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet à 58 conseillers communautaires sur la base de l'accord local présenté ci-dessus.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/02 Autorisation d'installation d'un parc éolien sur la Commune de Boissezon par la société BOISSEZON ENERGIE (VALOREM) / Introduction d'un recours juridique auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse contre l'Arrêté Préfectoral du 3 Avril 2025 par l'Association Nostra Montanha

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Le Conseil Municipal,

VU la délibération du Conseil Municipal du 17 Septembre 2024, donnant un avis défavorable au projet de parc éolien sur la Commune de Boissezon ;

VU l'avis défavorable du 10 novembre 2024 émis par la commission d'enquête publique à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société BOISSEZON ENERGIES, pour exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Boissezon ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 Avril 2025 par lequel M. le Préfet du Tarn a autorisé l'installation d'un parc éolien sur la Commune de Boissezon par la société BOISSEZON ENERGIE (VALOREM) ;

CONSIDERANT que l'association Nostra Montanha a informé M. le Maire qu'un recours gracieux a été déposé auprès de M. le Préfet et du porteur de projet, la Société Boissezon Energie par l'Association ;

CONSIDERANT que sans réponse de M. le Préfet d'ici le 22 Juillet 2025, le recours gracieux sera considéré comme rejeté et l'Association aura alors jusqu'au 22 Septembre 2025 pour introduire un recours juridique auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse ;

CONSIDERANT que l'Association a l'intention de s'engager dans un recours juridique en cas d'échec du recours gracieux et que le Président de l'Association Nostra Montanha a sollicité M. le Maire pour savoir si la Commune souhaite s'engager à leurs côtés dans ce contentieux ;

CONSIDERANT l'avis défavorable argumenté émis par la commission d'enquête publique, reflet d'une très forte mobilisation populaire et considérant l'engagement de la Commune de Mazamet contre tout projet éolien industriel sur son territoire ou sur les territoires limitrophes pouvant porter atteinte à l'intégrité et à la qualité paysagère des sites remarquables de la Ville ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances – Intercommunalité – Ressources Humaines – Administration générale » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DECIDE, après en avoir délibéré,

- de s'associer au combat de l'Association Nostra Montanha contre le projet de parc éolien sur la Commune de Boissezon par la société BOISSEZON ENERGIE, ainsi qu'au dépôt d'un recours juridique qu'elle serait amenée à déposer en cas de décision de rejet du recours préalable.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/03

Décisions Modificatives n°1 Budget Principal

Section	Sens	Chapitre	Article	Opération	Fonction	Libellé	BP 2025 et RAR	DM
---------	------	----------	---------	-----------	----------	---------	----------------	----

FONCTIONNEMENT	RATIFICATION ET AFFECTATION DE RECETTE							
	Recette	75	75888		01	Autres produits de gestion courante (remboursement assurance)	25 000,00 €	+ 120 000,00 €
	Dépense	023	023		01	Virement à la section d'investissement	2 000 000,00 €	+ 120 000,00 €
	MOUVEMENT DE CREDITS							

INVESTISSEMENT	RATIFICATION ET AFFECTATION DE RECETTE							
	Recette	021	021		01	Transfert de la section de fonctionnement (autofinancement)	2 000 000,00 €	+ 120 000,00 €
	Dépense	321	2313	321	3221	Réfection logement du gardien stade de la Chevalière suite incendie	0,00 €	+ 120 000,00 €
	MOUVEMENT DE CREDITS							
	Dépense	361	2313	361	8470	Zone de stockage de Bonnetcombe	40 000,00 €	- 40 000,00 €
	Dépense	303	21828	303	845639	Camion plateau signalisation	50 000,00 €	- 10 000,00 €
	Dépense	360	2115	360	5150	Acquisitions foncières	150 000,00 €	- 6 485,00 €
	Dépense	361	2313	361	3257	Jardin public réfection éléments en bois du kiosque	30 000,00 €	- 5 000,00 €
	Dépense	362	2315	362	8450	Réfection route des Yes	0,00 €	+ 50 000,00 €
	Dépense	310	2158	310	2130	Projets écoles Fonds d'innovation pédagogique	1 626,14 €	+ 5 625,00 €
	Dépense	310	2188	310	2130	Equipeement loisirs scolaires (achat de jeux, enveloppe annuelle)	1 142,00 €	+ 860,00 €
	Dépense	310	2313	310	2132	Ecole de la République (Travaux de zinguerie)	0,00 €	+ 5 000,00 €

- 61 485 €

+ 61 485 €

**N°2025/03/04 Convention pour l'organisation d'un feu d'artifice commun
à 5 villes du bassin Mazamétain.**

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu l'article L5221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui stipule que deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent provoquer entre eux une entente sur les objets d'utilité communale ou intercommunale compris dans leurs attributions et qui intéressent à la fois leur commune,

Considérant que deux ou plusieurs conseils municipaux peuvent passer entre eux des conventions à l'effet d'entreprendre des ouvrages ou des institutions d'utilité commune,

Considérant qu'au titre de ses compétences, la Ville de Mazamet réalise et soutient les actions de promotion économique, touristique, culturelle de son territoire et accueille diverses manifestations d'intérêt communal, voire intercommunal,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générales » du mercredi 25 juin 2025,

DECIDE, après en avoir délibéré,

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, ci-après annexée, pour l'organisation d'un feu d'artifice commun sur le site du Lac des Montagnès avec les Communes suivantes :

Aussillon, Caucalières, Payrin-Augmontel et Pont de Larn.

Pour : 33

Contre : 00

Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/05 Attribution de subventions de fonctionnement.

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu l'article L 2311-7 du CGCT qui stipule que l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du budget,

Vu les crédits inscrits au Budget Primitif du budget principal de la Commune, exercice 2025, chapitre 65, article 6574,

Considérant qu'afin de couvrir les frais engagés par certaines associations notamment lors de leur participation au développement des actions culturelles, sociales et festives de notre territoire, la Commune de Mazamet leur octroie ponctuellement une aide financière.

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générale » du mercredi 25 juin 2025,

DECIDE, après en avoir délibéré,

- D'allouer les subventions aux associations désignées ci-après :

65748.3480

**ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET LA DEFENSE DU
MELSAT DE MAZAMET : 500 €**

(Frais de présentation du produit à l'Assemblée Nationale, le 6 mai 2025)

65748.3260

SOCIETE DE CHASSE BRETTE LES MAUZES : 340 €

(1^{ère} demande, subvention annuelle)

65748.3262

CLUB NAUTIQUE MAZAMET AUSSILLON : 250 €

(Participation organisation de la course pédestre de la Mérinos 2025)

65748.6330

INITIATIVES MAZAMET MONTAGNE NOIRE : 5 000 €

(Complément subvention annuelle 2025)

65748.6321

ARTISANS ET COMMERÇANTS DE MAZAMET ACM : 2 000 €

(Complément subvention annuelle, opération commerciale 2025)

Pour : 33

Contre : 00

Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/06 Aide à l'implantation commerciale.

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu le règlement d'attribution de l'aide à l'implantation commerciale du 11 Octobre 2023, modifié par délibération du 17 septembre 2024,

Vu le dossier de demande déposé par les commerçants ci-après désignés,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générale » du mercredi 25 juin 2025.

DECIDE,

Après en avoir délibéré,

- D'accorder les aides financières suivantes :

BENEFICIAIRES			SUBVENTION ATTRIBUÉE
N°	Nom	Adresse	
2025-07	ALLIANCE Sarl DIETPLUS	Angle rue Edouard Barbey	3 000,00 €
2025-08	LIVIA HOME Mme Olivia FERRAN	21 rue Edouard Barbey	2 400,00 €
			5 400,00 €

Pour : 33

Contre : 00

Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/06 Aide à l'implantation commerciale.

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu le règlement d'attribution de l'aide à l'implantation commerciale du 11 Octobre 2023, modifié par délibération du 17 septembre 2024,

Vu le dossier de demande déposé par les commerçants ci-après désignés,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générale » du mercredi 25 juin 2025.

DECIDE,
Après en avoir délibéré,

- D'accorder les aides financières suivantes :

BENEFICIAIRES			SUBVENTION ATTRIBUÉE
N°	Nom	Adresse	
2025-07	ALLIANCE Sarl DIETPLUS	Angle rue Edouard Barbey	3 000,00 €
2025-08	LIVIA HOME Mme Olivia FERRAN	21 rue Edouard Barbey	2 400,00 €
			5 400,00 €

Pour : 33 Contre : 00 Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/07 Aide à l'installation d'un système de défense contre les intrusions

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu la délibération du 2 juillet 2015 fixant les conditions et critères d'éligibilité pour bénéficier du programme d'aide financière pour l'installation d'un système de défense contre les intrusions,

Vu les délibérations du 20 décembre 2017, prorogeant l'aide jusqu'au 31 décembre 2020 et du 7 avril 2021, prorogeant l'aide jusqu'au 31 décembre 2026,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générale » du mercredi 25 juin 2025,

Vu le dossier de demande déposé par les administrés ci-après désignés,

DECIDE,
Après en avoir délibéré,

- D'accorder les aides financières suivantes :

BENEFICIAIRES			MONTANT PRÉVU DE LA DÉPENSE	SUBVENTION MAXIMALE ATTRIBUÉE
N°	Nom	Adresse		
2025-02	GONZALEZ Frédéric	34 rue Ampère	1 782,00 €	500,00 €
2025-03	ABRIAL Frédéric	70 avenue Sancta Maria	2 490,77 €	500,00 €
2025-04	ROUTELOUS Josiane	8 rue Henri Guillaumet	1 545,00 €	500,00 €
			5 817,77 €	1 500,00 €

Il est convenu que le montant de la subvention attribué ci-dessus pourra être modulé, compte-tenu du montant réel de la dépense, en vertu de l'application du règlement en vigueur.

Pour : 33 Contre : 00 Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/08 Aide financière pour l'élimination des nids de frelons asiatiques

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu la délibération du 15 décembre 2010 fixant les conditions et critères d'éligibilité pour bénéficier du programme d'aide financière pour l'élimination des nids de frelons asiatiques,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générale » du mercredi 25 juin 2025,

Vu le dossier de demande déposé par les administrés ci-après désignés,

DECIDE,
Après en avoir délibéré,

- D'accorder les aides financières suivantes :

N°	BENEFICIAIRES		MONTANT INTERVENTION	SUBVENTION ATTRIBUÉE
	Nom	Adresse		
2025-03	M. André VIDAL	84 rue Boutonnet	70,00 €	70,00 €
2025-04	Mme Anne-Marie MAURY	78 rue de Montplaisir	70,00 €	70,00 €
2025-05	Mme Laurence GUIRAUD	4 Ter rue de Lapeyrouse	100,00 €	75,00 €
			240,00 €	215,00 €

Pour : 33 Contre : 00 Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/09 Aide financière pour l'acquisition de dispositif de lutte contre les moustiques

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu la délibération du 1^{er} juillet 2021 fixant les conditions et critères d'éligibilité pour bénéficier du programme d'aide financière pour l'acquisition de dispositifs de lutte contre les moustiques,

Vu les dossiers de demande déposés par des administrés ci-après désignés,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générales » du mercredi 25 juin 2025,

DECIDE, Après en avoir délibéré

- D'accorder les aides financières ci-après détaillées :

Nom	Prénom	Adresse	Montant facture	Montant subvention accordée
PLASSANT	Alexandra	11 rue de l'Oustal	149,00 €	74,50 €
BOUQUANT	Daniel	5 rue des Auques	183,81 €	75,00 €
BARTHAS	Christophe	21 avenue Guynemer	148,00 €	74,00 €
			480,81 €	223,50 €

Pour : 33

Contre : 00

Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/10 Modalités d'attribution des Indemnités d'astreintes.

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Vu la délibération en date du 7 avril 2021 ayant pour objet les modalités d'organisation des astreintes pour les agents municipaux,

Considérant que les modalités et les emplois ont évolués,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 2 juin 2025,

Considérant, qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant

considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail,

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Finances - Intercommunalité - Ressources humaines - Administration générales » du mercredi 25 juin 2025,

DECIDE, après en avoir délibéré,

De modifier la mise en œuvre des astreintes des personnels selon les conditions mentionnées dans le tableau récapitulatif repris ci-après qui stipule les services et les emplois concernés, les types d'astreinte, leurs modalités d'organisation, ainsi que les cas de recours ;

D'octroyer les indemnités d'astreinte aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés, à temps complet, à temps partiel ou à temps non complet ;

D'autoriser Monsieur le Maire, dans le respect de la réglementation, à accorder au choix la récupération ou l'indemnisation, selon les barèmes en vigueur, des astreintes de sécurité ;

De consentir à Monsieur le Maire, dans le respect de la réglementation, à permettre au choix entre la récupération en heures majorées ou l'indemnisation, selon les barèmes en vigueur, du temps passé en cas d'intervention de tout type d'astreinte ;

De permettre la rémunération des indemnités d'astreinte, au taux en vigueur, selon un rythme mensuel et en fonction des astreintes réellement réalisées le mois précédent ;

D'acter qu'en fonction des services et des besoins, le matériel habituellement affectés à chaque service pourra être utilisés durant les périodes d'astreintes (téléphone mobile, véhicules, engins, outillage...) ;

De charger Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération, les crédits nécessaires au financement de la dépense étant inscrits au Budget Principal de la Commune ;

Services	Emplois concernés	Type	Modalités					Cas de recours
Bâtiments, énergie	Menuisiers, serruriers, métiers de second œuvre, électriciens, plombiers, maçons, peintres, chauffeurs	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Cadre de vie	Jardiniers, élagueurs, bucherons, agents des espaces verts, employés d'entretien des installations sportives, équipiers, conducteur d'engins	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Moyens généraux	Magasinières, mécaniciens, chauffeurs livreurs, concierges	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Voirie	Maçons, employés d'entretien des cimetières, gardiens, employés d'entretien de la voirie et de la propreté urbaine, conducteurs d'engins, manutentionnaires	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Manifestations, festivités, animations	Agents affecté au services des manifestations du Palais des Congrès	Astreintes d'exploitation	semaine complète du vendredi 16h30 au vendredi 13h30	nuit en semaine de 17h00 au lendemain 8h00	Le week-end du vendredi soir 16h30 au lundi matin 8h00	Jour de récupération de la veille 17h00 au lendemain 8h00 (ex : pont)	le dimanche ou jour férié de la veille à 17h00 jusqu'au lendemain 8h00	Bon fonctionnement, assistance, dépannage, impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.
Police Municipale	Policier Municipal	Astreintes de sécurité	semaine complète					Impératif de sécurité, continuité du service, intempéries, gardiennage, surveillance, situation de pré-crise ou de crise.

Pour : 33

Contre : 00

Abstention : 00

La délibération est adoptée à l'unanimité

N°2025/03/11 Acquisition d'un ensemble immobilier (Ancienne Ferme de la Molière) situé à La Molière Haute, propriété de M. Stéphane COSSE.

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT que le groupe ISOM SANTÉ, projette de réaliser un complexe immobilier dédié à la santé et au bien-être en marge du parc de la Molière, le long de l'avenue de la Chevalière, qui accueillera des professionnels de santé multidisciplinaires et indépendants travaillant ensemble ;

CONSIDERANT que M. Stéphane COSSE, propriétaire des deux parcelles de terrain, bâties et non bâties, sur lesquelles se trouvait l'ancienne Ferme de la Molière et où y avait été aménagé plus récemment un restaurant et un bar avec une salle de réception, cadastrées section AS n°75 et 77, présentant une surface totale de 3 560m², a sollicité la commune en vue de lui céder ses propriétés ;

CONSIDERANT que cette acquisition présente un intérêt pour la Commune dans la mesure où elle permettrait de réaffecter ces bâtiments à une destination qui servira le projet et surtout de préserver une plus grande partie du parc de la Molière de toute nouvelle construction ;

CONSIDERANT que pour les acquisitions estimées d'un montant supérieur à 180 000 €uros, la commune a obligation de disposer d'une évaluation de la valeur vénale des biens, établie par les services de France Domaines en application des dispositions des articles L1311-9 et suivants du code général des collectivités territoriales et de celles de l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

CONSIDERANT que les services de France Domaine ont évalué la valeur vénale des biens à 150 000 €uros, assorti d'une marge d'appréciation de 15 %, par avis reçu le 12 mai 2025 ;

CONSIDERANT que par courrier du 4 Juin 2025, M. Stéphane COSSE notifie son accord pour céder à la Commune les parcelles cadastrées section AS n°75 et 77, d'une surface totale de 3 560m² aux prix de 172 500€uros ;

CONSIDERANT que ce bien pourrait être cédé avant la fin de l'exercice budgétaire 2025 pour servir le projet ISOM SANTÉ ; dans l'éventualité où cette cession ne puisse intervenir dans ces délais, il conviendra de solliciter le portage foncier de cette opération par l'Etablissement Public Foncier du Tarn, au titre de sa thématique d'action liée à la constitution de réserves foncières ciblées (acquisition de terrains destinés à l'implantation d'un équipement d'infrastructure nécessaire à la réalisation d'une opération pouvant s'inscrire dans les thèmes 1 et/ou 2, mais situés en dehors de ces périmètres d'opération – toute acquisition de terrain destiné à la création de voies de transit routier est exclue du dispositif), sur une durée de portage de 20 ans avec annuités constantes ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, habitat, urbanisme et foncier » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DÉCIDE, après en avoir délibéré :

1°) d'accepter l'acquisition de cet ensemble immobilier à M. Stéphane COSSE au prix de 172 500 €uros ;

2°) d'habiliter Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et à procéder à toutes les formalités utiles ;

3°) de solliciter si nécessaire le portage foncier de ce bien par l'EPF du Tarn au titre de la thématique visée à l'alinéa 1 de l'article 2.3 du règlement d'intervention sur un portage d'une durée de 20 ans par annuités constantes ;

4°) d'autoriser l'imputation de cette dépense sur les crédits figurant au budget de la Commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/12 Acquisition d'une licence IV de débit de boisson propriété de M. Stéphane COSSE

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

CONSIDERANT que M. Stéphane COSSE, propriétaire d'une licence IV depuis 2022 sur la commune de Mazamet, a exprimé son intention de céder cette licence ;

CONSIDERANT que L'article L. 3332.1 du Code de la Santé Publique stipule « *Un débit de boissons à consommer sur place de 3e catégorie ne peut être ouvert dans les communes où le total des établissements de cette nature et des établissements de 4e catégorie atteint ou dépasse la proportion d'un débit pour 450 habitants, ou fraction de ce nombre* », de plus, concernant la Licence IV, la Loi stipule qu'aucune nouvelle licence IV ne peut être créée ;

CONSIDERANT que le quota de Licence III et IV étant atteint sur la Commune, la Ville propose d'acquérir cette Licence IV, pour un montant de 20 000€uros, afin de favoriser l'implantation future d'un nouvel établissement sur la Ville, dans le cadre de la politique de développement économique et touristique portée par la Commune ;

CONSIDERANT que par courrier du 4 Juin 2025, M. Stéphane COSSE, a donné son accord pour la vente de sa Licence IV au prix de 20 000€uros ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, habitat, urbanisme et foncier » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DÉCIDE, après en avoir délibéré :

1°) d'autoriser l'acquisition de la licence IV de débit de boisson, auprès de M. Stéphane COSSE, au prix de 20 000 €uros ;

2°) d'habiliter Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et à procéder à toutes les formalités utiles ;

3°) d'autoriser l'imputation de cette dépense sur les crédits figurant au budget de la Commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/13 Acquisition d'une parcelle de terrain située chemin Sagneredonde, pour régularisation foncière propriété de M. Marcel BUZON.

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Le Conseil Municipal,

CONSIDERANT que par délibération du 11 décembre 2024, le Conseil Municipal a approuvé l'acquisition d'une bande de terrain jouxtant la limite d'un ruisseau non permanent, située chemin Sagneredonde, dans le cadre de la succession des consorts ALAUX ;

CONSIDERANT qu'à la suite de l'intervention du géomètre, il a été constaté qu'une division foncière avait déjà eu lieu entre M. BUZON et M. ALAUX, bien que celle-ci n'ait jamais été formalisée par acte notarié, même si dans les faits chacune des parties en avait respecté les délimitations ;

CONSIDERANT que la présente opération vise à régulariser les accords précédemment intervenus entre les propriétaires en acquérant la parcelle section AT n°115, d'une superficie d'environ 3 m², pour la somme d'un euro symbolique, auprès de M. Marcel BUZON ;

CONSIDERANT que les frais liés à cette régularisation seront pris en charge par la Commune ;

CONSIDERANT que cette régularisation permettra enfin la mise à jour du cadastre ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, habitat, urbanisme et foncier » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DÉCIDE, après en avoir délibéré :

1°) d'autoriser l'acquisition de la parcelle section AT n°115, propriété de M. Marcel BUZON, pour une superficie d'environ 3m² au prix de 1€uro symbolique ;

2°) de prendre en charge les frais liés à cette régularisation ;

3°) d'habiliter Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et à procéder à toutes les formalités utiles ;

4°) d'autoriser l'imputation de cette dépense sur les crédits figurant au budget de la Commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/14 Vente d'une Licence III de débit de boisson au bénéfice de la SAS BOLLOCO

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

CONSIDERANT que par courrier du 12 Mai 2025, Mme Nathalie HELLY, présidente de la SAS BOLLOCO, a fait part à la Ville de son intention d'acquérir une licence III dans le cadre de l'exploitation de son établissement de restauration et d'espace de jeux « BOLLOCO », dont l'ouverture est prévue courant Juin 2025 au 9 Place Olombel ;

CONSIDERANT que l'article L. 3332.1 du Code de la Santé Publique stipule « *Un débit de boissons à consommer sur place de 3e catégorie ne peut être ouvert dans les communes où le total des établissements de cette nature et des établissements de 4e catégorie atteint ou dépasse la proportion d'un débit pour 450 habitants, ou fraction de ce nombre* » ;

CONSIDERANT que la Loi stipule qu'aucune nouvelle licence IV ne peut être créée ;

CONSIDERANT que le quota de Licence III et IV étant atteint sur la Commune, la Ville propose de céder à la SAS BOLLOCO, la licence III dont elle est propriétaire pour un montant de 2 500€uros, permettant à l'établissement BOLLOCO de proposer uniquement une carte des boissons inférieures à 18° d'alcool ;

CONSIDERANT que par courrier du 26 Mai 2025, Mme Nathalie HELLY, a donné son accord pour l'acquisition de la Licence III au prix de 2 500€uros, par la SAS BOLLOCO ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, habitat, urbanisme et foncier » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DÉCIDE, après en avoir délibéré :

1°) de procéder à la cession de la Licence III, au bénéfice de la SAS BOLLOCO, pour le prix de 2 500€uros ;

2°) d'habiliter Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et à procéder à toutes les formalités utiles ;

3°) d'autoriser M. le chef du service de gestion comptable de CASTRES à faire recette du produit de cette vente au budget de la Commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/15 Vente de l'ancien Lavoir de la Fargue, au bénéfice de Mme Christelle TOURNAIRE

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

CONSIDERANT que par courriers du 20 et 21 Février dernier deux propriétaires de parcelles situées à proximité de l'ancien lavoir de la Fargue ont sollicité son acquisition auprès de la Commune ;

CONSIDERANT que selon la définition de l'article L 2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques, il faut considérer qu'un lavoir, bien que cadastré, relève du domaine public et qu'au regard de son état général et considérant que plus aucun usage public n'en est fait depuis plusieurs décennies, il y a lieu de constater sa désaffectation et de procéder à son déclassement du domaine public en vue de sa cession ;

CONSIDERANT que la partie non cadastrée située face au lavoir n'était dédiée qu'à son accès et ne revêtira plus aucune utilité publique à compter de la cession de cet ancien lavoir ;

CONSIDERANT que la constatation de sa désaffectation et son déclassement du domaine public doit également être réalisée ;

CONSIDERANT que le service de France Domaine a été consulté pour évaluer la valeur vénale du bien à céder, laquelle a été estimée à 1 000 €uros, conformément à l'avis rendu le 17 mars 2025 ;

CONSIDERANT qu'afin de départager les candidats à l'acquisition, la ville a sollicité auprès des deux propriétaires intéressés, la formulation de leur meilleure offre en tenant compte du prix auquel le bien a été évalué ;

CONSIDERANT que Mme Christelle TOURNAIRE, par courrier du 5 Avril 2025, propose l'acquisition de l'ancien Lavoir de la Fargue, cadastré section AY n°155 et d'une partie non cadastrée, pour une superficie totale d'environ 70 m², au prix de 2 000 €uros, en prenant en charge les frais de géomètre et de notaire ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réponse de la part du second propriétaire, la Commune a donné son accord par courrier daté du 13 Mai 2025, à Mme Christelle TOURNAIRE, sous les conditions mentionnées précédemment ;

CONSIDERANT que ces désaffectations du domaine public ne portent pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, l'opération est dispensée de l'enquête publique préalable visée à l'article L141-3 du code de la voirie routière ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, habitat, urbanisme et foncier » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DÉCIDE, après en avoir délibéré :

1°) de constater la désaffectation de l'ancien lavoir et de la partie non cadastrée en permettant l'accès depuis le chemin de la Fargue ;

2°) de prononcer le déclassement des parties susmentionnées du domaine public ;

3°) de fixer le prix de vente à 2 000 € pour l'ensemble et d'autoriser la vente à Mme Christelle TOURNAIRE ;

4°) de considérer que l'emprise totale à céder, incluant la partie non cadastrée sera déterminée après bornage par un géomètre expert ;

5°) de porter l'ensemble des frais liés à cette opération à la charge de l'acquéreur ;

6°) d'habiliter Monsieur le Maire à signer l'acte d'acquisition et à procéder à toutes les formalités utiles ;

7°) d'autoriser M. le chef du service de gestion comptable de CASTRES à faire recette du produit de cette vente au budget de la Commune.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**N°2025/03/16 Création d'infrastructures sportives à la Molière /
Approbation du projet et modification du plan de
financement**

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

CONSIDERANT que le Conseil Municipal, souhaitant accompagner le projet de développement économique sur son territoire d'un des fleurons de l'industrie agroalimentaire française, la Société Production LA PRADE - MENGUY'S, a approuvé au cours de sa séance du 19 Mars 2025, la vente de parcelles de terrain d'une superficie d'environ 5 hectares, situées en face du site d'implantation actuel de l'entreprise, englobant 2 terrains de sports ;

CONSIDERANT que la Ville étant amenée à reconstruire dans les meilleurs délais de nouvelles installations sportives, le choix s'est porté naturellement sur le site de La Molière, situé à proximité immédiate du Stade de La Chevalière ;

CONSIDERANT que le projet consiste en la création de terrains de sport en gazon synthétique, homologué rugby et football qui permettront également l'accueil du public scolaire en raison de la proximité d'un collège et des lycées de la Ville ;

CONSIDERANT qu'une équipe de maîtrise d'œuvre a été retenue associant un cabinet spécialisé dans la réalisation d'aires de sports de plein air et un cabinet d'architectes pour la réalisation des constructions ;

CONSIDERANT que par délibération du 9 Avril 2025, le Conseil Municipal a approuvé le projet de création de ces infrastructures sportives au Parc de La Molière et son plan de financement qui prévoyait une aide de l'Etat, au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux à hauteur de 35%, soit pour un montant de 735.000 € ;

CONSIDERANT qu'après instruction, les Services de l'Etat ont demandé à la Ville de présenter l'opération en 2 tranches d'investissements au titre de l'année 2025 et 2026 et de modifier le plan de financement en conséquence afin que l'Etat puisse mieux accompagner financièrement le projet dont le montant prévisionnel des travaux est estimé à 2 046 232 Euros, répartis comme suit :

- Investissements 2025 909 052 Euros
- Investissements 2026 1 137 180 Euros

CONSIDERANT que par arrêté n°76-2025-0394 du 22 Avril 2025, M. le Préfet de Région a prescrit un diagnostic d'archéologie préventive préalable à la réalisation du projet d'aménagement sur le site de la Molière ;

CONSIDERANT que l'INRAP Midi-Méditerranée, établissement public et opérateur désigné par l'Etat pour la réalisation de ce diagnostic a fait parvenir un projet de convention dont l'objet est de préciser les conditions de réalisation de l'opération archéologique à l'occasion des travaux d'aménagement projetés ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, cadre de vie, travaux, habitat, urbanisme, foncier, ruralité, environnement » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DECIDE, après en avoir délibéré

- d'abroger la délibération du 9 Avril 2025 relative au plan de financement du projet de création d'infrastructures sportives sur le site de La Molière ;

- d'approuver le projet de création d'infrastructures sportives, composées d'un terrain synthétique, de vestiaires et d'une tribune sur le site de La Molière et son nouveau plan de financement prévisionnel modifié comme suit :

• Etat / Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2025	35%	318 168 €
• Etat / Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2026	35%	398 013 €
• Agence Nationale du Sport	7,2%	147.000 €
• Conseil Régional	7,2%	147.000 €
• Conseil Départemental	22%	450.000 €
• Fonds d'Aide au Football Amateur	5,1%	105.000 €
• Ville de Mazamet	23,5%	516.000 €

- d'autoriser M. le Maire à solliciter des co-financeurs les aides prévues pour cette opération ;
- d'approuver le projet de convention établi par l'INRAP relatif à la réalisation du diagnostic d'archéologique préventive sur le site de La Molière ;
- d'autoriser M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce projet.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/17 Nature en Ville : Mazamet Site Pilote – Convention avec la Banque des Territoires

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code l'Urbanisme,

CONSIDERANT que dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville », la Banque des Territoires a proposé à la Ville un accompagnement au titre de la végétalisation du cœur de ville ; ce programme, intitulé « S'Green » a permis d'identifier les îlots de chaleur urbains et deux opérations pouvant être portées à gain rapide, concernant les parkings du 8 mai et des Casernes et le parking de la place du Maréchal Joffre (parvis de la Poste) ;

CONSIDERANT que parallèlement à cette démarche, la ville a bénéficié de l'accompagnement du CEREMA sur la même thématique, ayant abouti à la formalisation d'une Opération

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

d'Aménagement de Programmation qui sera traduite dans le prochain Plan Local d'Urbanisme ;

CONSIDERANT que dans le cadre du partenariat « Site Pilote », la Commune et la Banque des Territoires formalisent un accord concernant le cofinancement des études préopérationnelles portant sur les projets énumérés dans la convention annexée à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'il appartiendra à la commune d'engager le lancement des études lorsque la réalisation des projets devra être engagée ;

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, cadre de vie, travaux, habitat, urbanisme, foncier, ruralité, environnement » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DECIDE, après en avoir délibéré,

- D'approuver le projet de convention et le tableau synthétique lui étant associé ;
- D'autoriser M. le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à cette affaire ;
- D'engager les études aux moments opportuns avec les programmations budgétaires à venir.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/18 Réfection des abat-sons du Temple Neuf / Approbation du projet et du plan de financement

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code l'Urbanisme,

VU le Code du Patrimoine ;

CONSIDERANT que le Beffroi du Temple Neuf nécessite des travaux visant à corriger des désordres au niveau de sa couverture et des abat-sons ; et qu'en complément il doit être nettoyé et désinfecté ;

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

CONSIDERANT que la Commune a mandaté une maîtrise d'œuvre sur ces sujets et que les travaux peuvent être engagés ;

CONSIDERANT que les travaux vont porter sur quatre postes principaux :

- Le remplacement des abat-sons, filets et systèmes de fixation. De nouveaux filets anti pigeons en polyéthylène noir seront disposés sur un nouveau cadre. L'ensemble des fixations dans les maçonneries sera repris ;
- Les épaufrures et fissures des encadrements en pierre seront repris avec des techniques adaptées au monument et validées par l'UDAP du Tarn. Une patine sera apposée pour favoriser la bonne intégration de ces interventions ;
- Les cheneaux de la nef seront nettoyés et révisés, ainsi que la toiture zinc où les éléments manquants ou endommagés seront repris. La bonne fixation de la cloche sera contrôlée et les boiseries feront l'objet d'un traitement insecticide et fongicide préventif. Une trappe de visite facilitant les accès ultérieurs sera aménagée ;
- Le nettoyage et la décontamination complet du clocher après travaux.

CONSIDERANT qu'un permis de construire autorisant ces travaux a été délivré le 7 juillet 2023 ;

CONSIDERANT que le montant total des travaux est évalué à 98 407,02 €, soit 118 088,42 €TTC et que le plan de financement prévisionnel est établi comme suit :

ORGANISME	PROPORTION	MONTANT EN €
DRAC OCCITANIE	25 %	24 601,00 €
REGION OCCITANIE	20 %	19 681,00 €
DEPARTEMENT DU TARN	20 %	19 681,00 €
COMMUNE DE MAZAMET	35 %	34 444,02 €
TOTAL	100 %	98 407,02 €

Considérant que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « Aménagement de l'espace, cadre de vie, travaux, habitat, urbanisme, foncier, ruralité, environnement » du Mercredi 25 Juin 2025 ;

DECIDE, après en avoir délibéré,

- D'approuver le projet de réfection des abat-sons du Temple Neuf tels que décrits ci-avant ;
- D'approuver le plan prévisionnel de financement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les participations des partenaires financiers dans le cadre de l'exécution de ce programme de travaux ;
- De lancer la consultation des entreprises en vue de l'engagement de l'opération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/19 Convention de concours technique avec la SAFER, communication d'informations relatives au marché foncier local via VIGIFONCIER

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Rural notamment ses articles L141-5 et R141-2,
CONSIDERANT que la SAFER propose des services d'accompagnement au bénéfice des collectivités relevant de son cadre d'activités ;

CONSIDERANT que grâce à ce partenariat, la commune pourra connaître les projets de mutation dans les secteurs agricoles et naturels du territoire et solliciter l'intervention de la SAFER en cas de besoin ;

CONSIDERANT que la commune souhaite mieux connaître l'état du marché des terres agricoles ainsi que la destination qui leur est donnée dans le cadre des mutations qui s'opèrent ;

CONSIDERANT que la bonne connaissance du marché permettra à la Commune de disposer d'informations nouvelles nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de préservation de l'activité agricole, de sauvegarde des espaces naturels ou dans le cadre d'opérations foncières ;

CONSIDERANT l'ensemble des conditions énumérées dans le projet de convention annexé à la présente ;

DECIDE, après en avoir délibéré,

- D'approuver les conditions exposées dans la convention de concours technique ;
- De consentir à sa contraction avec la SAFER afin que la commune puisse disposer d'informations concernant les mutations intervenant dans les zones non urbaines du territoire ;
- D'autoriser M. le Maire à signer cette convention ainsi que tous documents en relation avec cette affaire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/20 Aide à la réfection des trottoirs

Le Conseil Municipal,

*Acte télétransmis
en Sous-Préfecture
le 8 Juillet 2025
et publié le 8 Juillet 2025*

VU la délibération du 27 Janvier 1987 qui mettait en place le système d'aide à la réfection des trottoirs (revêtement béton 20 €/m² et revêtement bitumineux 10 €/m²) ;

VU la délibération du 06 octobre 2009 fixant à compter du 1^{er} janvier 2010, les conditions et la participation à réclamer aux bénéficiaires pour la construction des trottoirs,

CONSIDERANT que cette affaire a été présentée au cours de la réunion de la commission « Aménagement de l'espace, cadre de vie, travaux, habitat, urbanisme, foncier, ruralité, environnement » du 25 juin 2025,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder l'aide financière indiquée ci-dessous à la personne dont le nom suit :

- Mme Axelle CAYRE (revêtement en béton – 20 m²) 400,00 €

TOTAL	400,00 €
--------------	-----------------

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/21 Aide à la rénovation de façades, vitrines et menuiseries

Le Conseil Municipal,

VU la délibération du 29 Juin 2022 mettant en place un nouveau système d'aide à la rénovation de façades, menuiseries/ferronneries, zinguerie, devantures commerciales, toitures (*uniquement sur Hautpoul*) à compter du 1^{er} Janvier 2023 et instaurant un dispositif exceptionnel concernant les immeubles donnant sur la rivière l'Arnette, un nouveau périmètre identique à celui du futur Site Patrimonial Remarquable et un nouveau règlement ;

VU l'avis favorable de la commission DIA/Façades pour l'ensemble des dossiers instruits depuis le dernier Conseil Municipal ;

CONSIDERANT que cette affaire a été présentée au cours de la Commission Municipale « *Aménagement de l'espace, cadre de vie, travaux, habitat, urbanisme, foncier, ruralité, environnement* » du 25 juin 2025 ;

DECIDE après en avoir délibéré,

- d'accorder l'aide financière indiquée ci-après aux personnes dont le nom suit :

- M. Patrick CLEMENT (façade)	675,06 €
- Mme Joanna MARCO (menuiseries)	1.351,50 €
- M. Thomas BARTHES (vitrine)	7.500,00 €
	<hr/>
Sous-total	9.526,56 €

La délibération est adoptée à l'unanimité.

N°2025/03/22 Délégation de pouvoir – Adoption des décisions prises

Le Conseil Municipal,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Dans le cadre de la délégation de pouvoir consentie par délibération du 7 Octobre 2020 ont été signés les arrêtés et décisions suivantes :

- Consignation auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de la somme de 14 416 € due à M. Jean-Claude DEBUSSCHER

propriétaire du lot n°4 de l'immeuble Jamme de Lagoutine dans le cadre de la procédure d'abandon manifeste ;

- Convention d'honoraires avec la SCP COURRECH et Associés dans le cadre d'un contentieux d'urbanisme avec M. Ballesta ;
- Avenant n°2 au marché avec l'entreprise EIFFAGE Route Sud-ouest d'un montant de 7 181,40 € TTC dans le cadre des travaux de réfection de voirie – programme 2024 ;
- Indemnisation d'un montant de 424 € proposée par Mme Sophie VIDAL dans le cadre d'un sinistre sur une barrière Saint-Georges 7 rue du Moulin, le 19 Février 2025 ;
- Avenant n°1 au marché avec l'entreprise EUROVIA d'un montant de 34 147,92 € TTC dans le cadre des travaux de réfection de la Place Gambetta ;
- Virement de crédit Budget Principal 2025 du 21 Mai 2025 ;
- Demande d'aide financière auprès des co-financeurs pour la création d'infrastructures sportives au Parc de La Molière pour un montant de travaux estimé à 2 100 000 € H.T. ;
- Virement de crédit Budget Principal 2025 du 26 Mai 2025 ;
- Clôture de la régie de recettes du service animations de la Ville concernant la perception des produits des locations de salles et locations saisonnières, à compter du 30 Juin 2025 ;
- Nouveaux tarifs facturés aux usagers des services municipaux au 1er septembre 2025
- Liste des décisions relatives à l'exercice des préemptions urbaines pour la période de Mars à Mai 2025.

La délibération est adoptée à l'unanimité

Le Maire soussigné certifie que dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal a été affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément aux dispositions de l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le procès-verbal a été arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires de séance. Le procès-verbal a été publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune et un exemplaire sur papier a été mis à la disposition du public dans la semaine qui a suivi la séance au cours de laquelle il a été arrêté.

*Le Maire,
Olivier FABRE.-*